Exposition - Un siècle de luttes du PCF sur les murs de France (p. 6)

COMMUNISTES

Municipales 2020

Les derniers jours, les derniers gestes

vidéo

Vivre mieux dans nos villes et nos villages

L'AIR DU TEMPS

Éléments de langage

Le QG de Macron s'attend à une dérouillée aux municipales. Aussi, selon la presse, il travaille déjà les « éléments de langage », comme on dit aujourd'hui, à caser absolument ce prochain dimanche soir. Thème n°1 : « Le président a déjà enjambé le scrutin. » Autrement dit : les élections ? Quelles élections ? Thème n°2 : « Il y aura des gains puisque nous partons de zéro. » Ce qui est une entourloupe car LREM a des sortants, toute la faune des retourneurs de veste. Thème n°3 : « Entre le raz de marée et la Bérézina, il y a un juste milieu », dit leur porte-parole Aurore Bergé. Bref, elle a du mal à trouver le mot juste, aidons-là : bide, déculottée, débandade, déconfiture, pile, rouste. Le lecteur complètera.

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse :.....€

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

ILS METTENT LE SAVOIR A LA RUE !

AGENDA MILITANT

Tous les mardis c'est l'Université permanente. Programme sur l'universitepermanente

11 mars 16 h 30 : Vigies contre les armes nucléaires (UEC/Mouvement de la paix), place St-Michel, Paris 6e
11 mars 18 h : Meeting de rue place Questel, Nîmes (30)
11 mars 18 h 30 : Meeting avec Jean-Paul Lecoq, Salle des fêtes de Bléville, Le Havre (76)
11 mars 18 h 30 : Rencontre insertion et emploi, 9 avenue St-Antoine, Marseille 15e
11 mars 18 h 30 : L'heure du grand meeting, salle Edmond-Vigne, Fontaine (38)
11 mars 18 h 30 : Stammtisch/rencontre, l'Université dans la Ville, avec l'UEC, au Cerf d'Or, Strasbourg (67)
11 mars 19 h : Rencontre publique, école Anatole-France, Epinay-sur-Seine (93)
11 mars 19 h : Meeting du 1er tour, salle Paul-Éluard, La Ciotat (13)
11 mars 19 h : Le meeting, réfectoire Jean-Jaurès, Pierrefitte (93)
11 mars 19 h : Le grand meeting, gymnase Paul-Éluard, Vitry-sur-Seine (94)
11 mars 19 h 30 : Le Meeting, théâtre Gérard-Philipe, Champigny (94)
11 mars 19 h 30 : Le grand meeting du 1er tour, salle Braun, Metz (57)
11 mars 20 h : Réunion publique, salle Désiré-Granet, Villard-Bonnot (38)
11 mars 20 h 30 : Rencontrons-nous, médiathèque, Lisses (91)
12 mars 9 h : Rencontre avec les parents, 213 rue Aristide-Briand, Romilly (10)
12 mars 10 h : Rencontrons-nous au marché de Grigny (91)
12 mars 15 h 30 : Vigies contre les armes nucléaires (UEC/Mouvement de la paix), Créteil Université (94)
12 mars 18 h : Le meeting, gymnase des Salins, Martigues (13)
12 mars 18 h : Le meeting, salle Gagarine, Port-de-Bouc (13)
12 mars 18 h 30 : Meeting, hall de Lescudeliers, Aurillac (15)
12 mars 18 h 30 : Meeting, salle Ange-de-Guernisac, Morlaix (29)
12 mars 18 h 30 : Venez dialoguer..., salle Alain-Colas, Fives Lille (59)
12 mars 18 h 30 : Meeting à la maison des Associations, Chalette (45)
12 mars 18 h 30 : Meeting du 1er tour, place St-Anne, 2 rue du Corps-Franc-Pommiès, Tarbes (65)
12 mars 18 h 30 : Rassemblement de soutien, place de la Mairie, Aubervilliers (93)
12 mars 19 h : Grand meeting de fin de campagne, salle des fêtes Jean-Jaurès, Malakoff (92)
12 mars 19 h : Meeting unitaire, Élancourt (78)
12 mars 19 h 30 : Meeting du 1er tour, école Paul-Bert, Chevilly-Larue (94)
12 mars 19 h 30 : Présentation du livre *Un seul héros le peuple,* de Mathieu Rigouste, librairie le Merle moqueur, Paris 20e
12 mars 19 h 30 : Grande soirée de soutien, Mairie, Nanterre (92)
12 mars 20 h : La soirée de campagne, salle Jean-Vilar, Mitry-Mory (77)
12 mars 20 h : Le grand meeting, gymnase Japy, Paris 4e
12 mars 20 h : La réunion publique, salle Voltaire, Magnanville (78)
12 mars 20 h : On se rencontre, salle F. Villon, Fleury (45)
12 mars 20 h : Projection/débat « Chut ! », avec Aline Pailler, cinéma l'Utopia, Toulouse (31)
12 mars Minuit : Clôture du référendum d'Initiative partagée sur le site du ministère de l'Intérieur
13 mars 17 h : Viens échanger avec tes candidats, quartier Lamartine, Villefranche (69)
13 mars 18 h 30 : Meeting, salle du Moustier, Nogent (60)
13 mars 18 h 30 : L'alter-meeting, salle Georges-Brassens, Sète (34)
13 mars 18 h 30 : Meeting, Centre culturel Jean-Ferrat, salle Cerda, Cabestany (66)
13 mars 18 h 30 : Agora Live Facebook, Thierry Aury, Beauvais (60)
13 mars 19 h : La grande réunion, au Scarabée, La Verrière (78)
13 mars : 24 points de rencontres dans la ville, Villeneuve-Saint-Georges (94)
14 mars 9 h/13 h : Rencontre au marché des Minguettes, Vénissieux (69) et sur plus de 1000 marchés de France vente de *l'HD, la Marseillaise, le Patriote, Liberté Hebdo....*
14 mars : Marches pour le climat
15 mars : Premier tour des élections municipales soirée électorale dans les fédérations
16 mars : CEN spécial élections
16-21 mars : Les communistes mobilisés dans les villes/villages pour le 2e tour
17 mars 17 h ou 18 h (en fonction des préfectures) : Clôture des dépôts des listes
17 mars 20 h 30 : Projection/débat Barrages, Tarascon-sur-Ariège (09)
19 mars : Cessez-le-feu de la guerre d'Algérie
21 mars : Journée internationale contre le racisme et la xénophobie
22 mars : Deuxième tour des élections municipales
25 mars 16 h 30 : Vigies contre les armes nucléaires (UEC/Mouvement de la paix), place St-Michel, Paris 6e
26 mars 16 h 30 : Vigies contre les armes nucléaires (UEC/Mouvement de la paix), Université Nanterre (92)
27 mars 20 h : , d'Elsa Triolet, représentation de la compagnie Le Lampion, direction artistique : Sonia Masson, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19e
30 et 31 mars : L'espace Niemeyer accueille la fête du court métrage
31 mars : Journée d'actions et de manifestations pour les retraites

Pour connaître davantage d'initiatives, consulter le site www.PCF.fr
http://www.pcf.fr/actions
Vous pouvez nous communiquer vos initiatives à venir par courriel à communistes@pcf.fr

Convaincre, mobiliser, donner de l'espoir

Le scrutin municipal des 15 et 22 mars prochains va se dérouler dans un climat de tension inédit. Avec la crise sanitaire qui traverse tout le pays, se profilent des conséquences financières et économiques qui inquiètent nos concitoyens. Conjuguées à l'impasse démocratique causée par la réponse autoritaire du pouvoir au mouvement social contre la réforme des retraites, ces crises appellent plus que jamais des solutions politiques de haut niveau. Il faut offrir des débouchés aux colères, aux inquiétudes et aux aspirations des Français.es.

Ces solutions doivent s'appuyer, de l'échelon communal jusqu'au niveau international, sur une profonde remise en cause des logiques à l'œuvre en France, en Europe et dans le monde, qui visent à faire prévaloir les intérêts du capital financier sur ceux de l'humain et de la planète.

Partout dans le pays, en votant pour les listes conduites par les candidat.e.s communistes ou celles auxquelles ils, elles participent, les électeurs.trices pourront sanctionner un pouvoir et sa politique au service des riches et des multinationales. Ils pourront faire un geste utile et cohérent, contre le système de retraites à points, qui vise à instaurer progressivement un dispositif par capitalisation exigé par les fonds de pension. Mécanisme dont le dérèglement actuel met en lumière toute la fragilité.

Elles et ils vont également se donner les moyens d'installer ou de reconduire dans de nombreuses communes des majorités de gauche, écologistes et citoyennes. À leur tête ou dans les équipes, les communistes portent

des propositions radicales et cohérentes, pour la justice sociale, le développement humain, le renouveau démocratique et la transition écologique. Reconduire tous les maires communistes, conquérir de nouvelles communes afin d'y mener ces politiques est donc un enjeu essentiel pour tous les citoyens et pour tous les territoires.

Partout, dans ce scrutin, nos candidats défendent la commune comme un pilier essentiel de la démocratie, mais aussi comme un levier pour la défense et la promotion des services publics. Ces candidat.e.s sont d'ailleurs ceux qui incarnent le combat constant contre la baisse des dépenses publiques utiles. Celle par exemple qui a tant malmené nos hôpitaux (3,7 milliards de budget en moins depuis 2017) tout comme celle des budgets locaux, décidée au nom de critères de convergence européens imposés en connivence par les gouvernements et les marchés financiers.

Ces candidat.e.s seront aussi partout des élu.e.s utiles aux luttes, comme on l'a vu sur les piquets de grève contre la réforme des retraites, mais aussi pour défendre les services publics de proximité, le logement social ou encore les réseaux de transports publics menacés par les politiques d'austérité.

Ce scrutin doit également permettre de construire un large rassemblement populaire capable de porter au pouvoir une alternative politique, solidement ancrée à gauche, pour s'attaquer aux fondements d'un capitalisme en crise profonde.

Il reste encore quelques jours pour, sur ces bases, convaincre, mobiliser, donner de l'espoir, en particulier à ces millions d'abstentionnistes qui peuvent faire un geste de combat et d'avenir les 15 et 22 mars.

Fabien Roussel

Municipales 2020

Les derniers jours, les derniers gestes

Les derniers jours et les dernières heures avant le 1er tour sont souvent décisives dans le scrutin municipal. C'est à ce moment où tout se joue pour concrétiser des mois d'engagement militant acharné. À cet instant de campagne il est nécessaire de poursuivre les objectifs suivants : transformer notre capital de contacts, d'appels à voter en bulletins dans l'urne pour notre liste, mobiliser nos soutiens qui ont les réseaux de sociabilité les plus larges dans la commune pour gagner des indécis. N'oublions pas que d'élection en élection, un nombre de plus en plus important d'électeurs découvrent l'existence du scrutin dans les derniers jours et prennent leur décision de voter ou pas et pour qui dans les dernières heures. Souvent c'est l'arrivée dans leur boîte aux lettres des professions de foi et des bulletins de vote qui déclenche l'intérêt pour le scrutin et le processus de choix.

C'est pourquoi il nous faut reprendre la liste de tous nos contacts et nos appels à voter, pour s'assurer, nom par nom, de manière individualisée, qu'ils iront bien au bureau de vote, qu'ils mettront le bon bulletin, et leur donner les deux ou trois arguments qui peuvent leur permettre de convaincre des personnes de leur entourage de faire de même. Le contact physique, le coup de téléphone personnalisé, les texto ou les courriels émanant d'une personne physique identifiée sont à privilégier plutôt que les envois de masse impersonnels.

Il est nécessaire de plus de s'assurer que les gens pourront bien se rendre au bureau de vote, les rassurer sur le risque de contamination par le coronavirus et leur proposer, s'il y a problème, des solutions : covoiturage, accompagnement et, lorsque c'est encore possible vu les délais, une procuration. On peut aussi proposer à ces personnes de se porter volontaires pour être scrutateurs et les inviter à passer au local de campagne le dimanche après 20 h.

Pour les soutiens à notre liste dont le rayonnement social dans la commune ou le quartier est fort et peut permettre de gagner des indécis ou de transformer de potentiels abstentionnistes en électeurs de notre liste, il convient de les armer par un tract ou un argumentaire court et percutant résumant en quelques phrases les raisons cardinales de voter pour nous. On peut aller jusqu'à leur donner des objectifs chiffrés et/ou nominatifs de gains de voix.

Attention aux provocations de dernière heure de nos adversaires : préparer un dispositif de riposte, tout en ayant à l'esprit que le temps passé à polémiquer, en particulier sur les réseaux sociaux avec nos adversaires, est du temps perdu : nous ne les convaincrons pas et ils ne nous convaincront pas. Mieux vaut dépenser notre énergie à conforter et gagner des voix.

Le vendredi minuit il convient de figer tout le dispositif

On dénombre 362 têtes de liste PCF ou apparentés dans les communes de plus de 3 500 habitants, ce qui concerne plus de 7 millions d'habitants.

Internet : site, blog, facebook, twitter jusqu'à dimanche 20 h. Le samedi, si les diffusions de tracts sont interdites comme les envois de masse de courriels ou de texto, rien n'empêche les déambulations ostentatoires, de vendre *l'Huma*, de s'exprimer sur d'autres sujets politiques que les municipales et de faire des rencontres interpersonnelles…

Beaucoup va se jouer dans les jours et heures prochains, c'est le moment de donner le dernier coup de collier pour que notre pays puisse bénéficier du plus grand nombre possible d'élu·e·s et de maires communistes.

Yann Le Pollotec
membre du CN, adjoint au secteur Élections

Égalité au boulot !

Propositions du PCF en faveur de l'égalité professionnelle

1. Égalité dans l'emploi

• Rendre concrète l'égalité de rémunération à compétences, fonctions et travail égaux.
• Revaloriser les salaires des emplois précaires dans lesquels les femmes sont fortement représentées.
• Mettre fin aux propos et attitudes sexistes au travail.
• Dégenrer les rôles et missions professionnelles, placer le féminin sur un pied d'égalité avec le masculin.
• Rendre visible et valoriser les femmes, le travail des femmes et la voix des femmes dans le travail à l'égal des hommes (temps de parole, reconnaissance et valorisation du travail, taches à réaliser).
• Mettre fin aux discriminations sexistes envers les femmes et penser ces discriminations de genre conjointement avec les discriminations liées à l'âge, à l'origine, à l'appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation ou une prétendue race (cf. rapport du défenseur des Droits), à l'orientation sexuelle, au handicap…
• Lutter contre le temps partiel non choisi.
• Permettre les évolutions professionnelles à l'égal des hommes, briser le plafond de verre des femmes et assurer la représentation des femmes à tous les niveaux de la hiérarchie et à toutes les fonctions.
• Mettre fin aux discriminations relatives à la maternité et parentalité.
• Articuler égalité professionnelle et égalité au foyer (meilleure répartition des tâches domestiques).
• Travailler la mesure et la mise en visibilité des inégalités dans l'emploi.

2. Droits des femmes dans l'emploi

• Mettre le droit au service de l'application et de la défense du principe de l'égalité dans l'emploi et notamment de l'égalité de rémunération.
• Le droit au service de la lutte contre les discriminations de genre à l'embauche.
• Parité et représentativité au service de l'égalité professionnelle.
• Défendre les droits des femmes dans le travail, notamment les droits des femmes étrangères et femmes présentes dans les emplois les plus précaires.
• Assurer un système juridique qui protège les femmes des violences et harcèlements sexistes et sexuels au travail.
• Mettre la négociation collective au service de l'égalité professionnelle.
• Mettre la mobilisation collective (syndicats et commissions femmes – mixité

Meeting du 6 Mars

des organisations syndicales) au service des droits des femmes dans l'emploi.
• Penser un régime de droits sociaux au prisme du genre.
• Penser un régime de retraite au prisme du genre.

3. Insertion professionnelle des femmes

• Travailler la levée des freins à l'insertion professionnelle : niveau de langue, garde d'enfants, tâches domestiques, accès à l'hébergement notamment.
• Développer des dispositifs d'accompagnement des femmes dans l'insertion professionnelle, notamment pour celles les plus éloignées de l'emploi en situation de précarité, et/ou les moins scolarisé·e·s.
• Faciliter l'accès à la formation à tous les âges et niveaux de qualification.
• Aller vers les femmes les plus éloignées de l'emploi, et notamment les femmes victimes de violences, les femmes à la rue et les femmes étrangères en situation de précarité.
• Dégenrer les processus de recrutement et lutter contre les discriminations à l'embauche des femmes, et à plus forte raison des femmes de plus de 45 ans, des femmes étrangères et des femmes handicapées.
• Travail domestique, parentalité, manque de confiance en soi… lutter contre les freins à l'insertion professionnelle des femmes. À ces freins s'ajoutent des discriminations à l'embauche affectant spécifiquement les femmes, notamment l'état de grossesse réel, supposé ou anticipé. Si ces freins et discriminations de genre dans l'accès à l'emploi touchent toutes les femmes parce qu'elles sont femmes, elles ne les touchent pas toutes de la même façon, selon leur niveau de qualification, statut social, situation de famille, âge, origine, situation de handicap…

4. Mixité et orientation professionnelle

• Déconstruire les stéréotypes de genre et représentations genrées des métiers.
• Construire une éducation non sexiste.
• Travailler l'orientation et l'ambition professionnelle auprès des jeunes filles et notamment des jeunes filles issues de milieux populaires.
• Travailler l'orientation de jeunes filles et femmes auprès des enseignant·e·s, des conseiller·e·s d'orientation, des intermédiaires de l'emploi, notamment ceux et celles intervenant auprès des jeunes filles issues de milieux populaires.
• Communiquer auprès des femmes et des jeunes filles sur des métiers traditionnellement masculins et/ou difficilement accessibles aux femmes.
• Faciliter l'accès des femmes à des métiers traditionnellement masculins et/ou difficilement accessibles aux femmes, et notamment ceux relatifs aux sciences et à la technique.
• Féminisation des métiers et secteurs dits masculins et place des femmes dans ces secteurs (informatique, sciences durs, création, sport…).
• Questionner et revaloriser les emplois et le travail dits féminins (« care », services à la personne notamment).

5. Valorisation et requalification du travail des femmes

Le travail des femmes continue d'être dévalorisé et disqualifié : les métiers à dominante féminine ou requérant des compétences dites féminines (dont le care est un exemple) sont moins bien cotés et plus précaires que les secteurs professionnels à dominante masculine. Les femmes sont souvent assignées à des taches stéréotypées, leurs compétences mal exploitées et leurs voix peu entendues, voire raillées. L'héritage même du travail des femmes (matrimoine) peine à traverser le temps et à faire l'objet d'un enjeu de mémoire, contrairement à celui des hommes. Ainsi, la valorisation et la requalification du féminin et de la place des femmes dans le travail est un enjeu majeur de l'égalité professionnelle.

Extraits du rapport d'**Hélène Bidard** devant le CEN du 2 mars.

Affiches - Un siècle de luttes du PCF sur les murs de France

Les initiatives nationales organisées par le PCF dans le cadre de son centenaire débuteront le 2 avril, avec une grande exposition d'affiches retraçant un siècle d'histoire et de luttes des communistes en France.

Historiquement, l'affiche figure au rang des outils privilégiés des organisations du mouvement ouvrier pour s'adresser aux masses. Le PCF, dès sa création, s'est emparé de ce moyen de communication. Par milliers, ses affiches collées sur les murs des villes et des villages, au gré de l'actualité politique et sociale en France et dans le monde, constituent assurément une porte d'entrée pour illustrer l'histoire de ce parti à maints égards « pas comme les autres ».

S'appuyant sur l'immense collection – près de 4 000 affiches – conservée dans les archives du Parti déposées aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, cette exposition propose deux parcours aux visiteurs.

Le premier dépeint à grands traits la chronologie du PCF. De l'adhésion à l'Internationale communiste lors du congrès de Tours de 1920 aux conquêtes du Front populaire, des années sombres de la clandestinité aux combats victorieux de la Libération, des campagnes pour la paix à l'opposition au gaullisme, du programme commun aux campagnes actuelles contre Macron « méprisant de la République »… c'est un siècle d'histoire politique et sociale de la France qui transparait à travers ces affiches.

Le second parcours invite les visiteurs à déambuler entre plusieurs circuits thématiques. Ces derniers abordent l'évolution – avec ses constances et ses ruptures – des positions du PCF sur des questions particulières. Ainsi des femmes, des premières tentatives d'organisation des travailleuses aux campagnes contre le harcèlement sexuel. La question coloniale, des campagnes de fraternisation pendant la guerre du Rif jusqu'aux mobilisations pour la paix en Algérie, est également présentée. L'internationalisme n'est pas en reste, cette exposition donnant à voir un échantillon des innombrables campagnes de solidarité internationale menées par le PCF auprès des populations en lutte aux quatre coins du globe. Enfin, les rapports à l'URSS, de la solidarité infaillible des premières décennies à la réprobation de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, sont abordés, avec nuances et à rebours des postures caricaturales.

L'affiche n'est pas seulement porteuse d'un message politique ou revendicatif. Elle est aussi une création graphique, qui évolue au fil des temps, des techniques et des styles artistiques. De nombreux artistes ont mis leur créativité au service des combats menés par le PCF. Grandjouan, Fougeron, Eiffel, le collectif Grapus ou Wolinski… autant de noms et d'engagements qui attestent de la profondeur de l'empreinte communiste dans la société française.

Au total près d'une centaine d'affiches originales, dont certaines inédites et restaurées spécialement pour l'occasion, sont exposées. Plusieurs dizaines d'autres documents de nature différente – journaux, cartes postales, photographies, brochures, cartes d'adhérents, tracts, livres… –, également témoins de l'activité et de la production graphique du PCF, viennent compléter en vitrine cette histoire singulière du PCF.

Les affiches et autres documents iconographiques exposés ont été rassemblés dans un bel ouvrage à paraître aux éditions Helvétius. Une édition spéciale à tirage limité offrira en sus deux DVD proposant une sélection de films issus de la collection de Ciné-Archives[1].

Corentin Lahu
archiviste

1. Les deux versions (24€/35€ avec les DVD) du catalogue de l'exposition peuvent déjà être précommandées en ligne : **https://editionshelvetius.com/boutique/livres/livres-dart/les-rouges-saffichent/**

Exposition 100 d'histoire de France et du PCF sur les murs. Les communistes s'affichent. *Du 3 avril au 30 mai 2020 à l'Espace Niemeyer (2, place du Colonel-Fabien, Paris 19e). Vernissage jeudi 2 avril. Ouverture du lundi au samedi de 11 h à 19 h. Fermeture le jeudi. Nocturne (11 h-21 h) les mardis.*

Des réfugiés pris en otage entre cynisme et inhumanité

Depuis plusieurs jours, les médias relatent les conditions de vie inhumaines des réfugiés à la frontière gréco-turque. Sans espoir, et sans ressources, des milliers d'exilés syriens, afghans et irakiens sont bloqués à la frontière. Ils se retrouvent au milieu d'un sinistre chantage du président turc Recep Tayyip Erdogan et de la politique de l'Union européenne de fermeture des frontières.

En 2015, face à une première vague d'exilés syriens, Angela Merkel avait pris de court tous les leaders européens en ouvrant les portes de l'Allemagne à des centaines de milliers de migrants. Cinq ans plus tard, l'Union européenne montre de nouveau son inhumanité, son incapacité à faire preuve de solidarité et l'échec de l'accord honteux passé avec Erdogan en 2016.

En effet, l'Union européenne cherchant inlassablement à externaliser sa politique migratoire passe un « accord » en mars 2016 avec la Turquie d'Erdogan. Les réfugiés devaient rester en Turquie moyennant une aide financière de plusieurs milliards d'euros de l'UE. Ce scandaleux accord montre toute son absurdité aujourd'hui. Tout d'abord parce que les réfugiés de Turquie au nombre de 3,7 millions n'ont jamais bénéficié des 3,6 milliards d'euros et sans aucune solution, ils sont maintenant l'objet du chantage cynique d'Erdogan qui cherche des soutiens à sa guerre contre la Syrie.

"Il est urgent d'ouvrir des voies légales et sécurisées pour ces déracinés victimes de guerre"

De plus, l'Union européenne est aussi coupable d'avoir laissé la Grèce seule, d'avoir fermé les yeux sur la situation des îles de la mer Égée et maintenant de se taire quand le nouveau gouvernement grec suspend le droit d'asile, envoie l'armée et laisse les groupes d'extrême droite en toute impunité se comporter en « milice » anti-migrants. La présidente de la Commission européenne a tenté d'expliquer son timide soutien à la Grèce : quelques centaines de millions d'euros, de nouveaux renforts sécuritaires mais pas un mot pour répondre sérieusement aux besoins vitaux des personnes migrantes, pas un mot sur une politique de solidarité pour accueillir dignement en Europe.

Rappelons qu'il y aurait quelque 30 000 personnes dans les centres de réception et d'identification des îles de la mer Égée où les conditions de vie deviennent insupportables à cause de la surpopulation. Ce seraient de nouveau quelques dizaines de milliers de personnes qui seraient en errance à la frontière grecque. Encore une fois, l'Union européenne nous ferait croire qu'elle est incapable d'accueillir dignement 100 000 personnes. Cet argument est irrecevable et nie le droit international.

À l'annonce de la venue d'Erdogan à Bruxelles pour rencontrer le président du Conseil européen, Charles Michel, et de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, l'Union européenne fait savoir qu'elle pourrait accueillir seulement 1 500 enfants migrants. Cela ne reste qu'une proposition symbolique qui ne réglera pas la situation actuelle qui frise l'irresponsabilité.

Il est urgent d'ouvrir de sérieux débats pour obliger tous les pays d'Europe d'appliquer le droit international et en particulier la convention de Genève sur les réfugiés, d'ouvrir des voies légales et sécurisées pour ces déracinés, victimes de guerre. Ce serait l'honneur de l'Europe de réussir une grande politique solidaire d'accueil des réfugiés. ✪

Cécile Dumas
responsable-adjointe du secteur international
chargée des enjeux migratoires

Dernière ligne droite pour les élections municipales

Un risque d'abstention fort de la part des jeunes

Une enquête IFOP a été menée sur le rapport des 18-25 ans aux élections municipales à venir. Cette enquête démontre qu'une grande partie des jeunes risquent de s'abstenir lors des scrutins du 15 et 22 mars prochains. Selon ce sondage, les deux tiers d'entre eux ne prévoyaient pas d'aller voter. Pourtant, 9 jeunes sur 10 se déclarent au courant de l'élection à venir. Les trois quarts déclarent également être inscrits sur les listes électorales et en très grande majorité sur leur commune de résidence. Un décalage difficile à expliquer autrement que par la constante d'une participation systématiquement inférieure de la part des plus jeunes par rapport à leurs aînés. Il faut noter que les déclarations de participation de jeunes aux différents scrutins sont souvent inférieures aux participations réelles. Toutefois une majorité de jeunes devraient rester loin des isoloirs le dimanche 15 mars.

L'enquête s'intéresse également au-delà des municipales à l'état d'esprit des jeunes « face à la société française actuelle ». La question est critiquable tant elle peut être soumise à des interprétations différentes. Son intérêt réside dans les évolutions observables par rapport à la première fois qu'elle avait été posée en 2016. Les réponses proposées sont limitées et il a fallu pour les interrogés répondre par « indifférent », « résigné », « révolté », « enthousiaste » et « confiant ». En 2020, 30 % se déclarent « indifférent », 29 % « résigné » et 23 % « révolté ». En 2016, ils étaient 48 % à avoir répondu révoltés, 27 % résignés et 12 % indifférents. Il semble donc que les bouleversements politiques de 2017, les politiques et les mouvements sociaux menés depuis, aient plongé dans une certaine léthargie les jeunes

Pouvoir d'achat et environnement en tête des préoccupations des jeunes.

Le sondage s'est également intéressé aux éléments programmatiques qui peuvent susciter le vote des jeunes. Une série de mesures a été soumise aux personnes interrogées afin de déterminer lesquelles seraient susceptibles de les convaincre de voter pour une liste. Les jeunes mettent la gratuité des transports publics en tête de leurs préoccupations (cités par 81 % d'entre eux). La mesure présente dans un grand nombre de programmes électoraux allie ce qui semble être les deux préoccupations majeures des jeunes : leur pouvoir d'achat et l'environnement. La mesure est davantage plébiscitée par les plus jeunes et les étudiants ; ces populations sont en général plus pauvres, ce qui peut expliquer ce plus grand soutien. On trouve ainsi en deuxième position la limitation de l'utilisation des pesticides, suivis par la réservation de logements aidés pour les moins de 30 ans.

Les jeunes communistes ne baissent pas les bras

Au vu de ce sondage, une grande partie des jeunes semblent résignés face à la situation politique actuelle. Cette résignation se traduira probablement par une hausse de l'abstention de leur part. Pour autant, ce constat n'est pas une fatalité. Partout en France, les jeunes communistes se mobilisent pour faire reculer l'abstention et qu'un maximum de jeunes votent pour les listes soutenues par le PCF. Le MJCF tâche de démontrer aux deux jeunes sur trois qui ne comptent pas aller voter que la politique peut réellement changer leur quotidien.

Les échéances électorales à venir auront notamment un impact très concret dans la vie des jeunes, que ce soit en termes de transport ou même d'accès aux logements. L'accessibilité voire la gratuité des transports en commun, ou bien le droit de vivre dans des logements dignes sont deux exemples de mesures sociales et écologiques au cœur des programmes des listes communistes. C'est bien ce que les jeunes communistes ont cherché à mettre en avant tout au long de cette campagne. Il ne reste désormais plus que quelques jours avant la fin de la campagne électorale. Se seront autant de jours où les jeunes communistes iront chercher les voix une à une pour faire basculer le scrutin en faveur des listes communistes. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19